

Les archives  
www.courrierinternational.com

Arellre, notre dossier consacré au débat mondial sur les drogues, dans C/n°1128, du 14 juin.



Uruguay

# Un projet de loi qui défonce

Le gouvernement de José Mujica propose que l'Etat prenne en charge la production et la distribution de la marijuana. Le projet, qui fait partie d'un plan plus général pour améliorer la sécurité dans le pays, limite les quantités et exclut la vente aux étrangers.

Brecha Montevideo

Depuis longtemps, le gouvernement uruguayen considère que la *pasta base* [cocaïne base, extraite de la feuille de coca, qui se consomme mélangée à du tabac ou à de la marijuana] est le nœud gordien à trancher pour mettre en place une politique efficace vis-à-vis des drogues. A cet égard, la légalisation de la marijuana, telle qu'elle est envisagée actuellement, doit être comprise comme un coupe-feu destiné à empêcher les consommateurs de passer à la *pasta base*.

"Il s'agit plutôt de réglementer que de légaliser", explique à Brecha le coordinateur de la Junta Nacional de Drogas [équivalent de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie], Julio Calzada. Pour lui, il ne s'agit pas simplement de libéraliser, c'est-à-dire de légaliser, mais surtout de contrôler, afin que la marijuana ne soit pas une étape vers la consommation de *pasta base*, considérée comme la drogue la plus dangereuse par les autorités uruguayennes.

Si l'Uruguay n'est pas le premier pays du monde à dépénaliser la consommation

de marijuana, il est le premier à envisager d'en produire légalement. Incontestablement, il s'agit d'un pari ambitieux qui oblige les hommes politiques à participer à un débat qui agite la société depuis longtemps.

La proposition du gouvernement de transformer l'Etat en producteur et distributeur de cannabis est en butte aux critiques de l'opposition. Elle doit par ailleurs être encore précisée et approfondie. Il s'agit, selon Calzada, "d'éviter les détournements vers le marché noir national ou régional". En effet, une mesure de ce type, prise dans un seul pays, risque d'avoir des répercussions sur toute la région. Il faut donc espérer que les pays voisins s'engageront sur la même voie dans les prochaines années.

"Le terme de 'légalisation' donne lieu aux interprétations les plus diverses, fait valoir Calzada. Certains pensent par exemple qu'on pourra acheter de la marijuana à l'épicerie, mais cela est faux." La réglementation portera sur tout le circuit, depuis le financement, la production et la distribution

jusqu'à la vente, même si cette dernière ne reste pas sous la responsabilité de l'Etat. Selon les résultats de l'enquête nationale sur la consommation de drogue publiés en mai, l'Uruguay compte 75 000 consommateurs habituels de marijuana, c'est-à-dire des gens qui fument entre 30 et 60 joints par mois. Si l'on comptabilise les usagers occasionnels, on arrive au chiffre de 130 000.

Même si l'on ne sait pas encore très bien comment le gouvernement compte s'y prendre, les autorités souhaitent établir un registre des consommateurs, ce qui suppose que les acheteurs devront montrer leur carte d'identité pour se procurer le produit. Ainsi, quand ils achèteront leur dose, ils ne risqueront plus de se voir proposer une autre drogue, comme cela peut arriver actuellement. La séparation des deux marchés [cannabis et *pasta base*] est le fruit d'une longue expérience validée par des études sur le terrain.

"Quand on saisit une quantité importante de marijuana, les prix montent, si bien que certains sont tentés de passer à la *pasta*", affirme Calzada pour expliquer comment fonctionnerait le "coupe-feu". Le document gouvernemental



## Production et distribution

Le projet limite à 30 grammes la quantité de marijuana vendue par consommateur et par mois. D'après le journal uruguayen *El País*, l'Etat devra cultiver 100 hectares par an pour couvrir ses besoins. "Il est probable qu'il louera des terres à des privés qui bénéficieront d'un permis de production", écrit le quotidien. Le journal ajoute que la création d'un registre de consommateurs est un aspect fondamental de cette initiative, car celui-ci permettra de contrôler les demandes et d'éviter le "narcotourisme". Pour la vente, l'Etat ayant renoncé à la création d'un réseau propre, "il fera nécessairement appel à un circuit privé de commerce", précise le quotidien uruguayen. Le projet doit encore être approuvé par le Parlement, où le parti au gouvernement (Frente Amplio) a la majorité.

prévoit en outre des mécanismes de prise en charge des consommateurs de *pasta base*. Les équipes hospitalières de réaction immédiate en cas d'overdose permettront l'admission du toxicomane pendant trois ou sept jours, jusqu'à la disparition du tableau clinique. Parallèlement, il est prévu de créer divers "dispositifs de proximité", à partir de l'expérience accumulée depuis 2007 par plusieurs ONG travaillant localement, dans la rue. Grâce à de tels mécanismes, on espère ramener à 1 970 le nombre de consommateurs de *pasta base*, soit environ 30 % de ce qu'il est aujourd'hui.

Raúl Zibechi

↳ Dessin de Arotxa paru dans *El País*, Montevideo

Paraguay

# Le président qui dérangeait les riches

Premier chef d'Etat de gauche du pays, Fernando Lugo a été destitué le 22 juin, en moins de quarante-huit heures. Une sorte de coup d'Etat effectué par les classes dominantes ?

Perfil Buenos Aires

Il semble que la destitution du président du Paraguay, Fernando Lugo [arrivé au pouvoir en 2008, il est accusé d'avoir "mal rempli ses fonctions"], ait été conforme à la procédure prévue par la Constitution de son pays. En revanche, elle n'a pas respecté les principes fondamentaux d'une démocratie : la présomption d'innocence et le droit de se défendre. Toutes les décisions ont été prises en l'espace de quelques heures lors

d'un procès décidé par le sénat, y compris celle de rejeter la requête émise par la défense, qui souhaitait bénéficier de dix-huit jours pour se préparer. Ça ne devrait pas être nécessaire, mais il faut le rappeler : c'est un président élu par le peuple qui vient d'être destitué.

L'urgence de se débarrasser de l'ennuyeux Fernando Lugo n'a rien à voir avec les chefs d'accusation invoqués. Les événements en cause [le 15 juin, 17 personnes ont été tuées, dont 6 policiers, lors d'une intervention des forces de l'ordre visant à expulser des paysans sans terre qui s'étaient installés dans la propriété d'un homme d'affaires à Curuguaty, au nord-est d'Asunción] sont confus et complexes. Par conséquent, personne ne peut décemment affirmer que tous les aspects de la situation ont pu être élucidés en si peu de temps. Dans les discours qu'il a prononcés avant

d'être élu et après son entrée en fonctions, Fernando Lugo a donné priorité à la réforme agraire. La question n'est pas de savoir si c'est vraiment ce qu'il a fait ou s'il a su comment s'y prendre. Je fais seulement remarquer que sa proposition a pu faire figure d'outrage dans un pays où un nombre très réduit de familles possèdent 80 % des terres [lire l'article "La révolte des sans-terre", publié dans le numéro 1118 de *CI*, paru le 5 avril 2012]. Voilà une bonne raison de passer outre à la volonté populaire.

Par ailleurs, Fernando Lugo ne faisait pas partie des cercles politiques habituels [autrefois évêque, il a abandonné sa charge ecclésiastique en 2006 pour se convertir à la politique]. Il n'était pas particulièrement proche du très conservateur Parti Colorado, mais n'était pas non plus soutenu à 100 % par le Parti libéral [Lugo était arrivé au pouvoir appuyé par une coalition]. Ce

président ne convenait à aucun des groupes qui ont du pouvoir au Paraguay ; alors le pouvoir s'est débarrassé de lui.

L'Amérique latine semble actuellement confrontée à quelques problèmes. Le ralentissement de la croissance, ainsi que le déclin du Mercosur [marché commun de l'Amérique du Sud] font partie des signes indiquant qu'il est indispensable de renforcer la cohésion de la région. Pour cela, il faut notamment imposer l'idée que seules les démocraties peuvent participer à nos initiatives. Aujourd'hui, nous sommes de nouveau face à un danger qui menace l'Amérique latine de façon récurrente : la convergence du pouvoir économique minoritaire et des élites politiques majoritaires – une sorte de forteresse du pouvoir, que nous voyons actuellement dans sa version paraguayenne.

Dante Caputo